

« Dire que le Pacte de sécurité est supérieur au Pacte de stabilité traduit quelque chose de malsain »



Isabelle Marchais Interview Isabelle Marchais pour L'Opinion (à Bruxelles)

22 novembre 2015 à 16h12

Les Vingt-Huit ont fait bloc autour de la France après les attentats. Cela peut-il avoir des conséquences sur l'intégration européenne ?

Il y a eu un choc émotionnel, un élan de solidarité encore plus fort que celui de janvier après Charlie Hebdo. Il faut attendre pour voir s'il est intégrateur, s'il aboutit à un nouveau partage de souveraineté. Cela supposerait en premier lieu que les Européens se sentent vraiment tous menacés par le terrorisme et qu'ils soient déterminés à la combattre ensemble, ce qui n'est pas certain. Face à la peur, face à une telle situation, il peut aussi y avoir une forme de pulsion dirigée vers des frontières nationales perçues à tort comme plus protectrices. Il faudrait en outre que les services de police et de renseignement sortent d'une culture de la défiance et acceptent de davantage coopérer entre eux. Il faudra pour cela une décision politique extrêmement forte car on touche là au cœur même de la souveraineté des Etats. Lors de la crise de la zone euro, il y a eu un calcul rationnel des opinions publiques, qui n'avaient pas envie de revenir aux monnaies nationales et qui ont accepté d'europeaniser davantage, de mutualiser les risques : cela a donné le Mécanisme européen de stabilité, l'Union bancaire, le renforcement du Pacte de stabilité... Idem avec la crise des réfugiés : malgré des pulsions nationalistes, on parle aujourd'hui de « hot spots », de garde-côtes et de garde-frontières, d'argent supplémentaire pour les Etats qui gardent « nos » frontières extérieures. Face au terrorisme, on peut se demander quelle perception va l'emporter : celle d'une Europe qui menace, car la liberté de circulation favoriseraient les desseins des terroristes, ou celle d'une Europe comme réponse à la menace terroriste ?

Bernard Cazeneuve a annoncé qu'il maintiendrait les contrôles aux frontières intérieures « aussi longtemps que la menace terroriste le nécessitera ». Qu'en pensez-vous ?

Cela ne me choque pas que, pour des raisons liées à une menace terroriste extrême, des Etats puissent rétablir des contrôles aux frontières nationales pour une certaine durée. De nouvelles clauses de sauvegarde pourraient même être introduites dans le code Schengen afin de permettre une plus grande flexibilité. Mais en réalité, ce que les autorités françaises souhaitent, c'est un contrôle effectif et européenisé des frontières extérieures, davantage

de coopération entre les services de renseignement, un PNR européen... Elles sont prêtes à opérer dans ce domaine une sorte de saut fédéral.

François Hollande a déclaré que le Pacte de sécurité l'emportait sur le Pacte de stabilité. A-t-il eu raison ?

Cette déclaration m'a beaucoup choquée car elle laisse à penser que Bruxelles et les Etats membres pourraient vouloir empêcher la France d'assurer sa sécurité... François Hollande aurait pu simplement expliquer que le pays allait devoir consacrer plus de dépenses au recrutement de forces militaires et policières, cela n'aurait posé aucun problème avec l'UE. Quel besoin avait-il d'en rajouter? Cette déclaration traduit quelque chose de malsain et a naturellement été exploitée, dans des circonstances tragiques, par les contempteurs traditionnels des « comptables » bruxellois... Or le Pacte de stabilité est tout sauf un dogme, il est tout sauf stupide ! Sinon la France, qui n'a été que sept fois au-dessous des 3% en vingt ans, serait excommuniée depuis très longtemps. Ce qui est dramatique, c'est que la France connaît une telle dérive budgétaire depuis tant d'années qu'elle n'a plus aucune marge de manœuvre et a dû couper elle-même dans des dépenses essentielles, comme celles de sécurité.

L'image de la France auprès des Européens peut-elle évoluer après le 13 novembre?

Il me semble que la perception qu'ont les Européens de la France ne changera pas fondamentalement. Ils la voient à la fois comme un grand pays, qui incarne les principes « liberté-égalité-fraternité » et qu'ils admirent pour ça, et comme un pays en péril, menacé par le défi terroriste, mais aussi confronté à une crise économique, sociale et identitaire, un pays dont la vitrine est admirable mais les arrière-cuisines en mauvais état. Cette image peut un peu évoluer avec les attentats car la France va montrer qu'elle a une police de très grande qualité, une tradition de lutte anti-terroriste, des porte-avions et des avions qui peuvent aller frapper, qu'elle a des ressources, qu'elle est forte. Mais le fond du fond, ce sera toujours que cette France, qui semble incarner quelque chose de plus grand qu'elle-même, devrait mieux gérer son intendance. Cela nous ramène à la phrase de François Hollande qui appelle ses partenaires, au nom du malheur qui frappe le pays, à minorer leurs critiques éventuelles... Cela pourrait leur confirmer que cette France, cible des terroristes pour ce qu'elle représente et pour la politique qu'elle conduit au Proche Orient, et qui est admirable pour ces deux raisons, sera peut-être enclue à continuer à ne pas gérer comme il le faudrait ses finances et son économie – à ses propres dépens.